



Note politique du 25 mars 2026

Didier Dufau

La Présidentielle ne doit pas ressembler aux Municipales

Cette note politique a été rédigée au soir du premier tour des élections municipales où il était devenu évident que les résultats ne seraient pas du tout à la hauteur de ce que nous aurions pu espérer, notamment à Paris. Nous n'avons ajouté que le court paragraphe sur la défaite de Bayrou à Pau et l'affaiblissement grotesque de l'opposition à Paris, devenue un moignon où LR, en dehors de ses maires réélus, a cédé la majorité des places à ses ennemis centristes et macronistes.

1. Les leçons du résultat des élections municipales

- L'élimination de Bayrou à Pau

C'est une des grandes surprises de ce scrutin : la défaite de Bayrou à Pau. C'est l'homme politique qui a le plus compliqué la vie du RPR, de l'UMP et de LR. Son ambition politique aura été le poison lent de la politique française, compliquant systématiquement toutes les alliances. Cette défaite qui signe la fin d'un Modem qui a fait perdre Sarkozy au profit de Hollande et qui a permis la parenthèse oiseuse d'Emmanuel Macron. LR a cru bon d'en intégrer quelque reliquat comme Maud Gatel, à qui on a confié la troisième place sur la liste parisienne alors qu'elle n'avait aucun poids politique et qu'elle s'est effondrée lamentablement comme tête de liste dans le 14^e arrondissement de Paris. Plus généralement, sa défaite signe la fin du courant MRP qui a été créé à la Libération, et traduit la déchristianisation de la société française, alors qu'un vote musulman s'installe à Saint Denis (tout de même !) et à Roubaix.

L'affaire Bétharram a certainement joué un rôle dans cette défaite, après l'affaire de l'Abbé Pierre et la grande pénitence de l'Eglise sur les comportements inacceptables de certains prêtres.

L'analyste politique fera surtout valoir que cette mouvance n'avait plus aucune substance et s'était réduite à l'ambition d'un homme et de quelques femmes proches. Son parcours de Premier Ministre qui s'est terminé en queue de poisson volontaire l'avait déjà illustré.

Son échec doit également faire réfléchir sur le vide dangereux de la notion de bloc central, dont nous reparlerons plus loin.

- **Le demi-échec instructif de Sarah Knafo**

La candidature la plus improbable aux élections municipales à Paris était celle de Sarah Knafo, partie à la conquête de la mairie, mais sans Reconquête, abandonné au loin dans la brume. On se rappelle qu'après un départ tonitruant lors de la dernière présidentielle, et appuyé sur une campagne très bien organisée par Sarah Knafo, Éric Zemmour, qui pouvait envisager le second tour, s'est brutalement effondré à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et du problème de l'accueil des réfugiés ukrainiens. Il s'est retrouvé à droite du RN, un espace sans électeurs. Il n'a jamais pu se rétablir depuis.

Se lancer dans une campagne sans l'appui de la dynamique d'un mouvement, juste sur sa bonne mine, est généralement considéré comme une gageure. L'espoir de la victoire est quasi nul, raison pour laquelle la quasi-totalité des médias a interprété cette candidature comme visant des objectifs qui n'étaient pas la mairie de Paris. La plupart y ont vu un moyen d'obtenir une notoriété nationale après avoir réussi à faire valoir ses qualités de débatteur dans les différentes interventions télévisées réalisées dans le cadre de son mandat européen.

Partie à 4 %, elle frôle les 13 % dans les sondages avant de reculer dans les urnes à 10,40 % à cause du « vote utile ». Que faire de la possibilité de se maintenir ? Rester en risquant la victoire de la gauche devant le refus absolu et de Retailleau et de Dati « d'un accord avec le diable » ? Ne pas le faire, en risquant de perdre toute influence au Conseil de Paris ? Dessertine à Bordeaux a cru pouvoir se maintenir avant de se retirer. S. Knafo, ayant assuré dès le premier jour qu'elle ferait tout pour battre la coalition arc-en-ciel, il était impossible qu'elle se maintienne. Certes, il était clair que sa percée relative n'avait pas nui à LR : Dati était à 32 % dans les sondages et a perdu 7 % dans les urnes ce qui mériterait une analyse fine. Knafo était à près de 13 %. Elle a perdu 2 % et donc n'a rien arraché à Dati. Le tableau des votes en sa faveur montre une bonne présence à l'est de Paris, contrairement à Dati. Son électorat était donc un ajout pour la droite.

L'effondrement surprenant de Dati provient de sa propre attitude ou d'une connivence initiale des sondeurs. Sa coalition tardive avec la liste étrange de M. Bournazel, un candidat dont la seule exigence était de ne pas se coaliser avec « Une ville heureuse »,

ne lui apportait pas la garantie d'un bon report des voix ni du camp incohérent de Bournazel dont une partie a aussitôt rallié M. Grégoire, ni des adeptes de la Ville Heureuse, ni de ceux des LR obligés de concéder des places rares et chères à des candidats Modem ou Renaissance qui avaient fait gagner Mme Hidalgo au scrutin précédent.

Le résultat, on l'a vu le dimanche suivant :

Pour l'observateur politique, l'aventure Knafo offre une excellente leçon : **un vrai programme, de préférence à des éléments de langage simplistes, permet de doper une campagne** alors que l'idée qui domine au sein de LR est qu'il est bien trop dangereux de « sortir de l'ambiguïté » !

Depuis deux ans nous nous échinons à démontrer qu'un vrai programme, nommé et imprimé, positif, crédible et ambitieux, voté par les militants, est absolument indispensable, et qu'il doit être associé à une claire dénonciation des ennemis à vaincre absolument, l'ensemble du parti se ralliant sans fractionnisme.

Pour être pleinement efficace, il doit s'inscrire dans une perspective nationale historique et être porté par un mouvement politique solide. C'est la partie qui manquait à Sarah Knafo.

Le combat politique à base d'éléments de langage et de comportements féodaux, pimenté de guerre des chefs, est sans doute amusant pour ceux qui aiment le catch façon l'Ange Blanc contre le Bourreau de Béthune. Cela ne mène à rien et désespère les électeurs.

- **La leçon totalement négative donnée par Pierre Yves Bournazel**

Emmanuel Macron avait fait réélire Mme Hidalgo en donnant l'ordre à Mme Buzin de se maintenir et de ne pas chercher d'alliance avec LR. On a souvent critiqué « les Parisiens » d'avoir réélu cette femme catastrophique, en oubliant à qui elle doit sa réélection. Macron n'a jamais cessé de servir son obsession : détruire LR. Renaissance et Horizons, malgré la rupture assumée d'Aval et de Philippe avec leur Jupiter de carton-pâte, père de leur triste carrière, vite avortée, de premier ministre, ont donc fomenté la candidature de l'ultra-médiocre Bournazel, ancien LR, dans le but de faire perdre Dati, couverte d'insultes diverses, tout en recyclant divers éléments de la mouvance homosexuelle macroniste comme Clément Beaune d'abord intégré dans l'équipe Dati, puis démissionnaire, alors qu'il n'avait été que mépris et fureur contre LR depuis des années ! Aucun programme, aucune dimension positive, aucun enracinement, aucun projet d'avenir. La franche nullité d'une opération purement négative et politicienne avec un sondage initial donnant un score impossible de 16 %, que le score final de 11 % permet de juger plus qu'arrangé. Attal et Philippe se retrouvent salis dans la mésaventure.

Il n'y a plus de « groupe central » ou de « bloc central », ce fantôme conceptuel et politique. Si Madame Gatel dans le 14^e arrondissement de Paris a réalisé un score aussi ridicule au premier tour, cela tient à une « campagne » qui s'est résumée de sa part à la

mise en grand de sa photo sur le bulletin de vote. « Ma binette, un point c'est tout », pendant que les troupes de LR s'activaient sur le terrain. Le narcissisme vide ne vaut pas mieux que le combat féodal. Le tract de second tour était un peu plus collectif mais le « programme » du 14^e était à chercher sur le site *maudgatel.paris* et non pas sur un site collectif. Ce site ne met absolument rien en cause de l'assassinat urbain commis par la municipalité sortante dans le 14^e. Pas un exemple donné. Pas une proposition alternative. On met ses pieds dans les pires escroqueries idéologiques de Mme Petit qui a intégralement pourri la vie des riverains avec ses innombrables chantiers et le blocage des circulations. En intégrant Mme Schiappa, sur la liste pour le Conseil de Paris alors qu'elle a mené dans le 14^e auprès de Mme Buzin une campagne anti LR et fait voter avec succès pour Mmes Hidalgo et Carine Petit, il est certain qu'on n'a pas stimulé excessivement l'envie des électeurs LR de se mobiliser dans ce quartier où PS-Verts et LFI ont atteint 55 % au premier tour. Alors que la droite dans le 14^e a fait 44 % pour la mairie centrale, elle n'a atteint que 38 % pour l'arrondissement : 5 % de chute. La suite était écrite.

- **L'excès narcissique de la campagne de Rachida Dati**

Rachida Dati a ses qualités et ses défauts. La violence montrée une fois de plus pour imposer sa candidature, la détestation et la marginalisation de ses concurrents et même la vindicte assumée contre ses « ennemis » (dans son camp) peuvent être une qualité dans une vision féodale de la politique. Elle n'aide pas au rassemblement. Un peu de narcissisme dans une société de l'image et des médias, est évidemment nécessaire. Était-il utile de faire du « moi je » la base de sa communication ? Dans son dernier tract électoral de plusieurs pages, on trouve cent fois les mots Je, moi, mon et cinq photos de type « magazine féminin ». Dans le débat sur BFM TV, le moi-je a été exclusif et a chassé des termes comme « nous », « le mouvement qui me soutient », « la coalition qui m'a choisie », « les électeurs de droite et du centre ».

100 fois « Je » dans un tract, c'est au moins 90 de trop.

On peut également considérer que la triangulation appliquée par l'équipe Dati, avec un programme qui veut débitumer et « faire de Paris une éponge », végétaliser, faire de l'isolation le chantier du siècle, préserver la place des vélos, se montrer inclusive, et permettre aux handicapés l'accès au métro, n'avait aucune chance de détourner l'électorat de gauche de la liste Grégoire, tout en stimulant les lazzis sur Datidalgo !

Retenons que mieux vaut aller au combat armé de son propre projet, avec avoir recréé l'unité amicale de son parti, et le défendre bec et ongles en groupe, plutôt que de reprendre les éléments de langage problématiques de l'adversaire et de saquer ses compétiteurs internes.

En refusant une fusion de liste avec Sara Knafo renvoyée à « l'extrême-droite » bien que son programme, dont l'essentiel était celui qu'aurait dû défendre LR, n'en présentât aucune trace, et en valorisant la planche pourrie qu'était le pseudo-ralliement de Bournazel, elle a signé une énorme défaite à 10 points du vainqueur. Ces dix points, elle les a perdus avec le ralliement piteux de Bournazel pour 5 % et le mépris affiché pour

Knafo, pour 5 % également. Quel sens politique ! Insulter des électeurs sur qui on compte pour gagner est d'une intelligence redoutable !

- **La loi PLM présentée comme une garantie de victoire à Lyon, Marseille et Paris n'a pas joué en faveur de LR.**

Laurent Wauquiez, sous la pression de Sylvain Maillard, macroniste en chef à Paris et de David Alphanand, coprésident du groupe Changer Paris au conseil de Paris, a fait voter à l'Assemblée nationale la loi PLM en expliquant que cela permettrait une élection facile de Mme Dati. Les trois se sont illusionnés.

David Alphanand expliquait : *"avant, on disait qu'on avait la droite la plus bête du monde. Aujourd'hui, il se pourrait qu'on ait une droite intelligente et ouverte"*.

Au lieu de réfléchir aux arguments contraires qui faisaient valoir que la loi PLM ouvrait le jeu et permettait la multiplication des listes, avec de grosses difficultés au second tour. Ils ont poussé le choix d'une fausse alliance Renaissance-LR avec une personnalité mise en examen pour délit financier qui a trahi LR avant de revenir, la hache à la main, éliminer ses « ennemis » au sein de LR. La guéguerre ridicule menée contre Michel Barnier lorsqu'il s'est présenté lors de l'élection législative, n'a pas aidé. La promotion en tête de liste de personnalités ayant soutenu la victoire d'Hidalgo n'était pas non plus des plus malins. « La droite intelligente et ouverte » n'était pas celle que la bande des trois imaginait.

« Si la maire du septième arrondissement, et ministre de la Culture, s'est dite (sic ndlr) hier, devant la commission d'investiture LR, **certaine de gagner**, pour David Alphanand, c'est aussi parce qu'*"il y a un rassemblement et une dynamique autour de la candidature car le soutien LR est très important"* et ajoute que *"d'autres familles politiques vont affirmer leur soutien au cours des prochaines semaines à Rachida Dati. On a un dialogue très serein avec Renaissance et les choses devraient bien se passer"*.

En vérité et Attal et Philippe ont piégé Dati et Dati a enfoncé LR.

Dans les arrondissements où la droite détenait la mairie, le score de la liste pour la mairie centrale a été inférieur à celui des listes d'arrondissement ! Dans les autres c'est l'inverse, ruinant le score dans les arrondissements pivots comme le 14^e. Au second tour, les électeurs qui avaient élu leur candidat au premier tour pour la mairie d'arrondissement ne se sont pas nécessairement mobilisés.

La loi PLM, à Lyon, a affaibli un candidat sans programme choisi pour sa notoriété mais sans expérience politique. À Marseille elle a servi le Rassemblement national et LFI, avant de faire réélire le PS.

La modification des modalités d'élection peut parfois servir à fausser le jeu politique (les apparentements contre de Gaulle, la proportionnelle imposée par Mitterrand pour saper la droite en poussant le Pen) rarement à favoriser des votes positifs.

La droite « intelligente et ouverte » s'est révélée un oxymore.

Avec 51 élus seulement au Conseil de Paris (contre 63 en 2020), cette pseudo-droite a rétréci à Paris l'opposition à la coalition arc en ciel et promu tout le fond de panier (de crabes) centriste ou macroniste, avec Gatel, Schiappa, Berthout, etc. en éliminant ceux qui avaient précédemment mené efficacement le combat contre Mme Hidalgo au Conseil de Paris. Cette purée centriste devenue par combinaison politicienne majoritaire dans l'opposition à Paris n'offre aucune perspective heureuse. Quand on constate que Dati a mis en position éligible un certain Karl Astie qui a créé une agence de communication qui prétend être : « la première agence conçue non pour convaincre, mais pour reconfigurer le rapport au réel », on comprend qu'on est bien parti pour la suite.

En dehors des maires LR sortant réélus, la nouvelle opposition au conseil de Paris comptera essentiellement des centristes, des macronistes, des dissidents LR, des avocats ambitieux à toute main, et des inconnus. Dati et ses amis ont, en fait, **liquidé LR à Paris en tant que mouvement d'opposition dominant**. On comprend que certains disent qu'elle a été bien « aidée » par Emmanuel Macron. Attal s'est ainsi félicité : « si on avait suivi la décision de Macron de soutenir Dati dès le premier tour on aurait deux fois moins d'élus à Paris ». Aucun électeur LR n'a su le rôle de Macron dans la candidature Dati. Pas plus qu'il ne savait que le cadeau en cas d'échec était un reclassement bling bling au Palais de Versailles, un petit festival de Cannes permanent.

Laurent Wauquiez qui a été moteur dans cette affaire qui laisse LR gravement affaibli à Paris, veut se relancer en annonçant qu'il faut unifier la candidature des droites pour la Présidentielle et en particulier réintégrer Sarah Knafo et quelques autres ce qui est parfait. Mais pourquoi avoir laissé Dati et son équipe insulter Knafo, sous la pression d'Edouard Philippe, d'Attal et des LR ralliés à Macron et contribuer ainsi à perdre les élections ?

M. Lisnard lui quitte carrément LR pour être présent coûte que coûte dans la compétition de petits chevaux qui s'annonce pour les Présidentielles.

Oui, il faut rassembler la diaspora de l'ex RPR, mais cela ne pourra jamais se faire par une bataille féodale où les barons se battent comme des chiffonniers pour savoir qui sera le Roi, et par des combinaisons de couloir aboutissant au désastre comme à Paris.

- **La tactique municipale de Bruno Retailleau est un échec**

Nous avons proposé d'intégrer les campagnes municipales locales dans les 12 grandes villes de France gérées par les Verts et autres coalitions arc-en-ciel dans une vaste offensive de reconquête par LR et ses alliés. MM. Wauquiez et Retailleau ont fermement refusé. Trop risqué pour leurs ambitions présidentielles. Que chacun se débrouille dans son coin. On a vu le résultat : une politique collective de nos adversaires avec des accords PS-LFI visant à éliminer les derniers bastions LR et à conforter les sortants et le bricolage général à droite.

En conséquence, LR a été marginalisé partout dans les grandes villes alors qu'on s'aperçoit que des villes comme Lyon, Bordeaux, Nantes et Rennes, Strasbourg et Grenoble étaient prêtes à bouger. Et deux d'entre elles ont voté au centre. Quand on ne combat pas, on ne risque pas de gagner. On n'a pas vu Bruno Retailleau pendant la

campagne et son intervention à la télévision au soir du premier tour a été cadavérique. Le fait d'avoir annoncé sa candidature aux Présidentielles pendant la campagne n'a pas non plus amélioré les choses. Alors bien sûr, sa candidature ne sera pas entachée par une défaite globale aux Municipales. Mais la marginalisation de LR aux Municipales aura des effets aux prochaines sénatoriales et présidentielles.

Un grand parti doit être mobilisé tout le temps et partout et savoir choisir ses terrains de bataille. Se cacher ne permet pas de victoires même si cette « finesse » permet de se dédouaner individuellement des échecs collectifs.

- **La constitution d'un Groupe ou Bloc Central, ou d'un Cercle de la raison, nourrit les extrémismes**

L'alternance politique, longtemps le propre de la Ve République, a commencé à vaciller avec le triomphe de « l'Enarchie compassionnelle et bienveillante » qui marquait la capture du politique par la haute administration, avec le couple Giscard-Chirac et la promotion d'une pléthore de jeunes énarques et plus tard avec le couple Chirac-Jospin. Il n'y avait plus guère de différence entre un RPR devenu une UMP centrisée et un PS dit de gouvernement. Quelle vraie différence entre Rocard et Juppé ou Royale et Pécresse ? S'est alors développée l'idée, mise en musique par Minc, Attali et quelques autres qu'un bloc central techno allant des socialistes à LR était la bonne solution pour structurer la politique française, avec comme mantra l'Europe et un politiquement correct fondé sur l'ingénierie sociale, le sans-frontiérisme, et la diversité heureuse.

L'arrivée de Le Pen au second tour, au terme de cinq ans de pseudo « dream team » catastrophique dirigée par Lionel Jospin (trotskiste protestant travaillé par sa prédestination et sa montée au grand ciel des héros socialistes par des mesures qui ont détruit la prospérité du pays et mort le lendemain des exploits d'un trotskiste de même obédience, Mélenchon), a accéléré la promotion de l'idée d'un « groupe central » dont la seule stratégie consisterait à vaincre un Jean-Marie Le Pen diabolisé. Il suffisait d'être au second tour pour gagner et de faire un tour à Oradour sur Glane, sans trop s'interroger sur la douteuse récupération des martyres du lieu. La droite a été priée de devenir centriste, et à gauche, le PS a été appelé à ne pas sombrer dans le socialisme délétère et à tenir compte des réalités économiques. On a réduit la durée du mandat présidentiel pour ne pas voir revenir les cohabitations et on a créé des régions pour permettre à des roitelets de se forger une image présidentielle tout en affaiblissant la France face à l'Europe Unie. L'échec de Nicolas Sarkozy, sur fond de récession internationale profonde, puis de François Hollande, sur fond de déchirements calamiteux entre factions socialistes et d'attentat islamiques, a finalement offert à Emmanuel Macron l'occasion de mettre en œuvre la stratégie du « bloc central ». Son élection devait réduire le FN et repousser à distance une gauche communiste en pleine déconfiture et un gauchisme révolutionnaire plus guignolesque qu'autre chose. Pour passer le second tour, pas besoin de faire campagne sur un projet : il suffisait de « nazifier » les troupes de Jean-Marie Le Pen. Cela a parfaitement fonctionné deux fois de suite.

Un bloc central fort, européiste, mondialiste, sociétaliste, droit-de-l'hommiste, pénitent, justicialiste, immigrationniste, écologiste et fiscaliste pouvait durer et avait

pour vocation de réduire comme peau de chagrin les extrêmes. Dépouillé largement par l'Union Européenne de tout moyen de mener une politique autonome sur les grandes questions régaliennes (diplomatie de la prospérité, natalité, santé, éducation, industrie, agriculture, commerce, monnaie et finance, justice, sécurité intérieure et extérieure) la tentation de se lancer dans l'Ingénierie sociale par compensation s'est incarnée. Le contraste entre un pseudo Jupiter, malade de narcissisme aigu, et l'incapacité gouvernementale sur les questions fondamentales, associée à un interventionnisme poussé à l'extrême sur le contrôle de l'activité de chacun, a conduit à des révoltes populaires. De bavardages en répressions sévères, le résultat a été le rejet des élites et des hommes politiques, vus comme impuissants et abusifs, et **l'aggravation de la poussée des extrêmes.**

Le poids électoral du FN, devenu un RN « dédiabolisé » par Marine le Pen, a enflé jusqu'à imposer la certitude de sa victoire prochaine à la Présidentielle. Dans ce théâtre d'images, on s'est mis à rejouer les affres de 1932 et le succès d'Hitler.

La résistance à la victoire probable du RN, largement présente dans l'électorat, est devenue un mouvement de fond dans le pays qui a permis à une extrême gauche « antifasciste » de prospérer, Mélenchon parvenant à détacher la partie socialiste outrée par la mutation centriste du PS et à exploiter d'une façon indigne la rue arabe et les « racisés » noirs pour devenir à son tour une menace.

L'effondrement des deux « Eglises », la Chrétienté et le Communisme, a laissé un vide dans la jeunesse qui a provoqué une fanatisation via deux nouvelles religions de substitution, la religion écologiste anticapitaliste et la religion « diversitaire », antisémite et antioccidentale.

Un magma idéologique putride s'est installé, où les mots n'ont plus de sens, les centres et les gauches se retrouvant pour nazifier tout et n'importe quoi. La bêtise inculte s'empare des universités, de l'édition, de la pub, des médias. Dix livres sortent pour expliquer que l'Occident est colonialiste, esclavagiste, exterminateur et fasciste. Un autre que l'Occident n'existe pas ! Comprenne qui veut ! Un crétin explique que la blancheur des statues grecques en marbre du Pentélique est la marque d'un suprémacisme blanc présent dès l'antiquité et irrécupérable. Il n'a pas l'air de savoir que toutes les statues de l'époque et cela a duré tout le Moyen Âge, étaient polychromes. Des jeunes écervelés pourris par les réseaux sociaux et l'effondrement scolaire croient qu'en luttant violemment contre tout investissement routier ou industriel, ils sont les dignes successeurs de Jean Moulin. D'autres croient que les appels à l'intifada sur le sol français et à un antisémitisme forcené, sont propices à une défense des libertés et de la démocratie ! Des penseurs du féminisme expliquent que le retour du virilisme toxique et « génocidaire » est la menace la plus grave en France...

« On marche sur la tête ». La France profonde l'a exprimé en inversant un peu partout les panneaux à l'entrée des villes et villages.

Il serait peut-être temps de comprendre que la notion de « bloc central », associée à la guignolisation de la fonction présidentielle, permet à tous les extrémismes de prospérer et à tous les ambitieux de se voir président de la République « sur un malentendu ». Il

vaut mieux revenir à des alternances droite-gauche plus classiques si on veut éviter la (les) guerre(s) civile(s). De même, il est plus important de se concentrer sur les questions régaliennes cruciales pour le pays plutôt que de se rouler dans le sociétalisme et le wokisme anti-occidental.

Pour le parti fondateur de la cinquième République, le seul salut est de réunir toutes ses composantes qui ont fait défection pour ne pas devenir otage d'une dérive centriste et après avoir rapatrié la diaspora RPR, de redresser le pays en mettant de l'ordre dans les institutions, les idées et les comptes, tout en se concentrant sur les questions régaliennes.

La séquence budgétaire hideuse qui va s'ouvrir, avec des LR félons au gouvernement, ne va pas arranger les choses. Les débats en cours au sein de l'UE qui voient l'Allemagne dominer le clavier en dépit de toutes ses erreurs accumulées ne vont pas aider non plus. La séquence économique qui est en train de suivre la guerre avec l'Iran va être redoutable. La complaisance avec l'indécence macroniste n'est plus de mise.

2. LR peut-il gagner les Présidentielles et comment ?

LR doit gagner les présidentielles pour le parti et surtout pour le pays. Sinon, ce sera la fin de l'aventure née en 1958. Le chemin est étroit et exige des remises en cause fondamentales. Les conflits de personnes, l'absence de stratégie et les tactiques foireuses conduiront à nouveau automatiquement à la défaite dans le contexte politique actuel.

2.1 Impossible de gagner sans d'abord dénoncer la désinvolture qui règne depuis trop longtemps dans le milieu politique français

Il en a fallu de la désinvolture, aux politiques de tous bords, pour avoir désinformé les Français aussi longtemps et aussi complètement, au point que la situation du pays paraît désormais inextricable.

Il a fallu bien de la désinvolture vis-à-vis du monde paysan pour créer un cadre réglementaire et économique aussi précaire et démoralisant pour l'ensemble de la profession. Les caprices météo et les épidémies ont achevé le travail. Les récoltes sont historiquement basses, les élevages sont ravagés. La Commission européenne s'exalte avec le Mercosur, en attendant pire, et beaucoup à Bruxelles ne pensent qu'à revenir au « green deal » sans les concessions faites à la suite des diverses manifestations paysannes européennes.

Il a fallu bien de la désinvolture pour détruire notre base industrielle dans les proportions que nous constatons aujourd'hui avec une loi ZAN qui étouffe tout projet nouveau et qu'on hésite à mettre à la poubelle, le seul endroit où elle mérite de finir.

Il a fallu bien de la désinvolture pour détruire partiellement notre filière nucléaire et énergétique et mettre le pays dans la situation de payer son électricité à peu près deux fois plus cher que ce qu'il était possible d'envisager. Mme Van der Leyen a admis qu'arrêter le nucléaire a été une énorme erreur de l'Allemagne. Mais l'action délirante

du commissaire batave Timmermans a été laissée sans réaction de la présidente de la Commission et des chefs d'États. Elle a été activement mise en œuvre par M. Hollande et par Monsieur Macron qui a liquidé Fessenheim de façon désastreuse et en toute connaissance de cause. Il est clair que l'autre erreur de l'Allemagne est d'avoir poussé Mme Van der Leyen à la tête d'une Commission de petits bras incapables et pourris de wokisme jusqu'à l'enchantement du port du voile islamique. Elle gênait en Allemagne par sa capacité à abuser de ses pouvoirs. Elle a continué à Bruxelles où tous les jours elle viole les limites de ses attributions.

Il a fallu bien de la désinvolture pour laisser la natalité s'effondrer au point que le remplacement générationnel soit compromis. Si nous avions conservé le ratio naissance/population de 1970-1971, nous aurions 500 000 naissances chaque année, presque le double qu'actuellement. Il nous faut absolument inverser la tendance mortifère qui prévaut depuis maintenant plusieurs décennies.

Il a fallu bien de la désinvolture pour laisser une immigration de peuplement, majoritairement musulmane et souvent anti-française, atteindre les 500 000 entrées par an, alors que la revendication islamiste n'hésite pas à tuer et que certains veulent importer " l'intifada", c'est-à-dire la guerre ethnique et religieuse, en France même. On voit avec l'Iran ce que peut être la peste islamiste qui glorifie les assassinats et les meurtres de masse tout en construisant des arsenaux délirants pour frapper pratiquement le monde entier y compris les musulmans en fonction des clans mortellement ennemis créés par des interprétations différentes du Coran. On a vérifié en Seine Saint-Denis et à Roubaix que les élus de l'immigration heureuse considéraient qu'ils avaient conquis un territoire pour l'Islam contre « les Français ».

Il a fallu bien de la désinvolture pour laisser croire que les soldes migratoires effaceraient les soldes démographiques internes.

Il a fallu bien de la désinvolture pour laisser se créer une ligue révolutionnaire communiste, cyniquement antisémite, menée par un agitateur odieux, soucieux d'exploiter la nouvelle « rue arabe », justifiant la création de milices prêtes à tuer (et finissant par le faire) et n'hésitant pas à pousser des miliciens infects à l'Assemblée Nationale et dans les mairies. Cette ligue a pourri toutes les dernières élections.

Il a fallu bien de la désinvolture pour laisser s'effondrer la défense nationale, l'Éducation Nationale, la Justice et la Santé.

Il a fallu bien de la désinvolture pour laisser les médias publics mettre en scène inlassablement des idéologues gauchistes qui ont répété ad nauseam que la dépense publique illimitée était indispensable, que la dette n'avait jamais eu la moindre importance, que la violence de l'impôt était magnifique, qu'en dehors de la gauche sacralisée il n'y avait que des nazis prêts à de nouveaux Oradour sur Glane et que les violences qui se développent en France à mesure de l'élargissement des sous populations qui détestent, à de larges fractions, leur pays de naissance et d'accueil, ne devaient être ni connues ni comprises, leurs victimes ne devant pas être honorées pour ne pas « stigmatiser » les assassins.

Il a fallu bien de la désinvolture pour faire dépendre tout notre développement économique futur d'une inculpation outrancière et manipulée du CO2, base du monde vivant, comme source principale des évolutions climatiques (une affirmation qui est aujourd'hui considérée comme aventurée et même carrément fautive par nombre de scientifiques incontestables). Se concentrer sur cette sottise empêche d'agir efficacement sur une multitude de difficultés écologiques qui restent sous-estimées.

Il a fallu bien de la désinvolture pour désigner les propriétaires immobiliers comme des vaches à lait inépuisables et accumuler sur leur tête l'IFI, les impôts fonciers, les impôts sur les plus-values, les impôts de succession, les frais de notaire, les blocages de loyers, les taxes sur les bureaux, les surtaxes sur les appartements vides, les interdictions de louer, le risque du squat et désormais l'imposition d'obligations réglementaires insupportables, provoquant dans un contexte de hausse des taux d'intérêt et d'inflation, une récession terrible du secteur, pouvant aller jusqu'à 50 % dans certains segments du marché.

Il a fallu bien de la désinvolture aux Français pour se laisser largement convaincre qu'ils pouvaient vivre mieux et travailler moins avec l'argent des autres.

Il a fallu bien de la désinvolture pour ne jamais évoquer la question des récessions à répétition. Pourquoi les énormes excédents et déficits de balances de paiements sont-ils si dangereux ? Pour une raison élémentaire : les milliards de milliards de dollars accumulés dans des pays excédentaires ne peuvent pas s'investir utilement, puisque les pays endettés perdent leur industrie et que celle des pays en excédent est déjà en pleine forme. Cet argent est donc employé dans l'immobilier, dans les bourses internationales et dans le financement des dettes publiques et privées (un cercle vicieux). Les valeurs ne pouvant monter jusqu'au ciel, elles décrochent périodiquement en provoquant des récessions. Jusqu'en 1971, sous le régime de Bretton Woods, grands déficits et grands excédents étaient proscrits. Les récessions ont alors disparu, remplacées par de simples ralentissements, jusqu'à 1971. On connaît la suite : cinq récessions dont trois majeures, et une sixième en préparation ! Bravo à tous !

Il a fallu bien de la désinvolture pour ne pas voir que l'Euro ne permettait plus les ajustements au sein de l'Euroland et que trois pays excédentaires représentaient près de 90 % des flux de la BCE, en général pour investir dans l'immobilier méditerranéen et diverses spéculations (dont on a vu la pérennité et la sagesse lors de la crise spécifique de l'Euro en 2011). Si la France appliquait les augmentations de droits de douane de Trump aux pays ayant avec elle des excédents abusifs, il faudrait les porter à 200 % avec l'Allemagne ! Rappelons que jusqu'à récemment les excédents de ce pays avec le reste des pays de l'UE représentaient 8 % de son PIB ! Une prédation historique et jamais vue dans l'histoire économique récente.

Il a fallu bien de la désinvolture au président Macron :

Pour se tenir coi sur ces questions et finir par candidater sur un projet monétaire anti occidental monté par les Brics et se voir claquer la porte au nez.

Pour provoquer une dissolution absurde et scandaleuse qui a entraîné le blocage du Parlement et la nomination du gouvernement précaire actuel, dont l'extrême faiblesse est la seule force.

Pour se mettre en scène en chef de guerre, en jouant avec le porte-avions Charles de Gaulle, après avoir joué à Shotgun avec ses lunettes de soleil.

Pour remettre en cause la stratégie d'indépendance de la France, seule puissance nucléaire à l'ouest du continent européen.

Renoncer à la désinvolture, c'est aussi mettre fin à la guignolisation narcissique et irresponsable de la fonction présidentielle.

Renoncer à la désinvolture, c'est indiquer aux Français qu'ils doivent, dans les trois à cinq ans qui viennent, produire environ **600 milliards de valeur ajoutée supplémentaires**, chaque année, dont la moitié servira à sortir le budget de son impasse et à sauver le système social et le solde à améliorer leur pouvoir d'achat. Ce n'est possible que si on renonce aux « trente-cinq heures », à une retraite trop précoce qui nous a valu 75 % de la dette extravagante actuelle, à l'effondrement de la natalité et à la distribution incontrôlée de gratuités et de compléments de ressources. Il faut une baisse drastique des effectifs de fonctionnaires et assimilés, et la suppression effective des redondances institutionnelles entre municipalités, groupements divers de municipalités, districts, départements et régions, autorités et hautes autorités...

Renoncer à la désinvolture, c'est rétablir la démocratie, en rendant impossible le régime actuel d'Enarchie compassionnelle où les hauts fonctionnaires, étatistes par formation, socialisant par inclination, réglementaristes par métier et fiscalistes par vocation, ont capté toute la vie politique, alors que partout ailleurs dans les démocraties on a élevé un mur entre la politique et ceux qui doivent la servir.

Renoncer à la désinvolture, c'est condamner les politiques d'ingénierie sociale, qui laissent l'État s'introduire par des moyens contestables dans toutes les consciences individuelles, dans la vie des couples, dans la vie des entreprises, pour y inoculer un politiquement correct idéologique et frelaté. On connaît la définition : « l'idéologie est l'égaré intellectuel en politique » ! C'est au contraire forcer l'État à se concentrer sur les questions régaliennes fondamentales : indépendance de la France et non effondrement de la souveraineté, natalité abondante et non en voie de disparition, enseignement exigeant, progressivement plus sélectif au lieu de la destruction auto-entretenu que l'on constate, refus de l'emprise Woke au sein de tout le système d'information publique, refus du gouvernement des juges, refus de la précarisation des politiques de sécurité intérieure et extérieure...

Renoncer à la désinvolture veut qu'on s'interdise les politiques folles de gratuité, généralement non financées, les relances qui ne marchent pas en régime de changes flottants, la généralisation des catégories victimaires avec subventions et droits acquisitifs, la création de marchés subventionnés entièrement dépendants de l'argent public, en suscitant une économie de connivence douteuse, et pour terminer le job de

destruction nationale, l'accumulation de strates administratives nationales et internationales à qui on transfère le pouvoir en rendant l'État impuissant.

Renoncer à la désinvolture, c'est refuser de maintenir sans révision des "crédits votés" à des politiques qui non seulement ont perdu leur intérêt ou ne rendent pas les services attendus à un coût raisonnable, mais aussi celles qui sont appuyées sur des choix d'ingénierie sociale présentés comme bénéfiques mais pervers dans les faits et constamment aggravés par des injonctions contradictoires successives et souvent excessivement coûteuses, pour aucun résultat significatif. Réparer ce qui n'est pas cassé pour simuler un gouvernement soucieux « de la vie quotidienne des Français » est une déviation odieuse. Les faux-semblants mis en valeur par une propagande invasive et oiseuse ne font pas une vraie politique.

Oui, les Français méritent qu'on leur propose de renoncer, enfin, à la désinvolture. LR s'honorerait à porter cette cause magnifique, en l'intégrant dans un programme énergique qui reste aimable, positif et valorisant !

2.2- En concevant immédiatement un véritable programme collectif et unitaire de rétablissement de la Ve République et de la croissance économique française

La direction de LR croit que le vrai problème est de choisir avant fin juin son candidat à l'élection présidentielle. Wauquiez pour sa part hurle pour un candidat unique avec le marais central. Disons-le sans ambages. Les deux commettent une parfaite erreur, stupidement politicienne, qui ne fera que diviser un peu plus le parti en attisant l'envie des candidats battus soit de rechercher ailleurs leur avenir politique soit de ne pas se battre pour le vainqueur, voire saper sa campagne. ***Les élections qui viennent de se tenir ont pourtant parfaitement illustré les méfaits des politiques purement féodales axées sur la lutte des baronnies.***

Cette option offre la quasi-certitude de la défaite voire de la déroute. Exactement de la même façon que la stratégie choisie pour Paris aux élections municipales était clairement suicidaire pour LR.

Après le succès navrant d'un Macron aux deux dernières élections présidentielles, beaucoup de politiques se sont laissé convaincre que les électeurs français étaient des nigauds indifférents au fait qu'on leur dise tout et le contraire de tout en même temps, qu'ils étaient surtout sensibles au physique du candidat et à leur image construite par la Com', et que n'importe qui pouvait être élu (et en particulièrement eux-mêmes) s'il soignait image et notoriété en évitant de trop en dire et en se contentant d'éléments de langage lénifiants, tout en prétendant incarner qui le social, qui l'Europe, qui le sociétal, qui le libéralisme, qui le business, ad libitum, et éventuellement en n'incarnant rien du tout, façon Bournazel.

Comme plus personne ne lit les journaux et que les réseaux sociaux ont désarmé la raison critique au profit de l'exploitation de la « gogo attitude » et de la maladie narcissique, avec des Français qui découvrent la politique dans les trois jours précédant

le scrutin, ou même la veille, ils pensent que l'insignifiance ne nuit pas et qu'avec un peu d'habileté tactique ils pourront triompher de la concurrence, réduite aux mêmes pratiques.

Les sondeurs les confortent dans cette attitude.

C'est comme cela que LR s'est retrouvé avec un nom de parti ridicule, un nombre considérable de personnes qui sont parties ailleurs tenter leur chance (au RN, chez Macron, avec Zemmour, etc.), et s'est transformé en haras alimentant un nombre invraisemblable d'écuries présidentielles (on va bientôt en compter 20 avec celles des dissidents du mouvement LR !).

Comment leur expliquer que ce dévoiement du mouvement qui a fondé la Ve République est ridicule et méprisé par un grand nombre de Français qui ne peuvent plus faire confiance à des nombrils belliqueux qui ne portent que leur propre cause. La mésaventure Péresse aurait dû faire réfléchir ! Celle de Dati est tout de même parlante ! Il faut dire « stop » ! Et arrêter cette déviation délétère.

La vérité absolue confortée par le déroulement et le résultat des élections municipales est qu'il faut d'abord, pour espérer gagner, une identité, donc une unité, fondée sur un programme sans ambiguïté, nourri par une identification claire des causes du désastre français, défendu par tous avec force, qui porte sur les questions régaliennes fondamentales et précise clairement les solutions proposées, avec une stratégie et une tactique coordonnées, signalant clairement l'ennemi et dénonçant sans pitié les idées fausses et les postures trompeuses.

Tout programme doit avoir évidemment une composante sociale et une composante libérale qui ne s'oppose que de façon artificielle. Pas de richesse produite nouvelle sans libération des énergies entrepreneuriales ; pas d'effet électoral de la prospérité sans retombées sociales perceptibles. David Lisnard comme Aurélien Pradié avaient leur place dans un processus programmatique ouvert et arbitré par les militants.

Une fois le programme nommé, publié, voté par les militants, le choix de l'incarnation devient plus facile. Il suffit de départager ceux qui prétendent avoir les meilleures qualités pour le faire triompher. Interdit de participer au concours si on n'a signé le programme et l'engagement de le soutenir et de le mettre en œuvre. Ce sont les militants qui départagent les deux candidats que les instances dirigeantes doivent désigner. Dès le choix fait **par les militants**, la campagne électorale peut être construite et menée de façon puissante avec l'appui de tous. Quel « chapeau à plume » oserait s'opposer à un programme voté par les militants ?

Le regroupement des diasporas et des accords éventuels avec d'autres partis seront également grandement facilités pour les élections législatives consécutives.

Plutôt que de choisir le candidat aux élections présidentielles de LR en juin, sur des éléments de langage, et qui pourrait être amené à s'effacer plus tard pour créer une coalition encore inconnue pour atteindre le second tour, le bon planning est de disposer d'un programme majeur et unitaire en septembre et d'un candidat en octobre. Tout le

monde l'a compris : **si LR échoue en 2027, il n'en restera rien**. Les partis, comme les civilisations, sont mortels. Le MRP-Modem en donne la preuve, après les Rad-Soc et quelques autres.

Conclusion

Notre proposition : LR doit immédiatement changer de nom et bâtir un vrai projet

Le projet : **Défense de la Cinquième République et Redressement de la France.**

Le nom : **Force Française** ; Le slogan : **Libres** ; Le logo :



Certes Emmanuel Macron vient de nommer notre futur porte-avions France Libre. Cela prouve que la référence est porteuse et si elle s'est imposée à un centriste européen antinational, elle ne devrait pas intimider un mouvement dont l'origine est clairement gaulliste.

La base militante crie au futur président du mouvement : tout est là pour agir vraiment et cesser de vasouiller ! Il faut y aller sans faiblesse. Le pays a besoin de nous. Un peu de discernement et de courage permet de savoir exactement ce qu'il faut faire. Alors mobilisons tout le courage intellectuel disponible et on fonce !

Et, on frappe avec la dureté nécessaire tous les **naufrageurs** de la cinquième République, notamment les **socialistes slumdogs millionnaires, roses, rouges ou verts, tentés à nouveau par des options trotskistes c'est-à-dire communistes et violentes, défendues par des milices dont on vient de voir qu'elles peuvent tuer.**

Il serait suicidaire de s'associer au-delà des Municipales au nom de la « stabilité » à un gouvernement de fossoyeurs prêts à ruiner la France pour sauver le minable quinquennat d'un Président déconsidéré par ses manigances narcissiques, qui s'enivre de ses initiatives les plus folles et qui se voit ou en influenceur Tik-Tok ou en grand Mamamouchi d'une union européenne sombrant dans la fantasmagorie et les postures. **Rien n'est plus urgent que se consacrer à plein temps et de façon unitaire au programme de redressement national. La confiance revenue, les problèmes de financement du parti s'arrangeront et les questions de personnes se simplifieront.**

Passons à la contre-attaque ! Avec force. Tout de suite. En se concentrant **exclusivement sur le programme !**

Restons libres, regroupons la diaspora gaulliste, unissons-nous sur un projet et cessons d'avoir peur.

**Pour notre mouvement et pour la France, toute autre issue serait un leurre.
Et un suicide.**